

Canada Industrial Relations Board



Conseil canadien des relations industrielles

C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8  
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4<sup>e</sup> étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

---

## Motifs de décision

Syndicat des communications de Radio-Canada  
(FNC - CSN),

*requérant,*

*et*

Société Radio-Canada,

*employeur,*

*et*

Association des professionnels et des superviseurs  
de Radio-Canada (APS),

*partie intéressée.*

Dossier du Conseil : 27480-C

Référence neutre : 2011 CCRI 595

Le 21 juin 2011

---

Un banc du Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil), composé de M<sup>e</sup> Louise Fecteau, Vice-présidente, ainsi que de MM. Daniel Charbonneau et Patrick J. Heinke, Membres, a étudié la demande mentionnée ci-dessus. Une audience a eu lieu à Montréal (Québec) les 18 et 19 octobre 2010.

## **Ont comparu**

M<sup>re</sup> Julie Sanogo, pour le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC - CSN);

M<sup>mes</sup> Linda Facchin et Marie Pedneault, pour la Société Radio-Canada;

M<sup>mes</sup> Chantal Poirier et Lisane Bertrand, pour l'Association des professionnels et des superviseurs de Radio-Canada (APS).

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M<sup>re</sup> Louise Fecteau, Vice-présidente.

## **I – Nature de la demande**

[1] Il est question en l'espèce d'un renvoi au Conseil daté du 27 avril 2009, en vertu de l'article 65 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*), par l'arbitre Jacques Doré, qui déclare avoir épuisé sa compétence pour statuer notamment sur le grief n° 1181, dont il est question ici, afin que le Conseil se prononce sur la portée intentionnelle des certificats d'accréditation détenus par le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC - CSN) (le SCRC) et l'Association des professionnels et des superviseurs de Radio-Canada (l'APS) dans le but de déterminer à quelle unité appartient le poste de réviseur.

[2] Le grief n° 1181 avait été présenté le 6 juin 2005 par le SCRC. Il se lit comme suit :

La Société a décidé unilatéralement d'exclure de la juridiction du SCRC mesdames Claire Bissonnette et Josée Bilodeau contrevenant ainsi, notamment aux articles 5.1, 5.2 et 7 de la convention collective.

[3] Le Conseil a par ailleurs été informé que M<sup>me</sup> Claire Bissonnette a pris sa retraite après la présentation dudit grief. M<sup>me</sup> Josée Bilodeau occupait toujours, au moment où l'audience a été tenue, le poste de réviseur.

## **II – Les faits**

[4] C'est à la suite d'une révision des descriptions de travail (monographies d'emploi) et d'un changement de titre du poste que M<sup>mes</sup> Bissonnette et Bilodeau ont été transférées de l'unité de négociation du SCRC à l'unité de l'APS.

[5] Le SCRC soutient que le poste de réviseur relève toujours de sa compétence. L'unité de négociation comprise dans le certificat délivré par le Conseil le 28 juillet 1995 (dossier n° 530-2419) se lit comme suit :

tout le personnel travaillant en ondes, de même que toutes les personnes affectées principalement aux tâches de conception, préparation, coordination et de finalisation des émissions, à l'exclusion des réalisateurs et du personnel de supervision et du personnel qui lui est assimilé.

[6] L'employeur, la Société Radio-Canada (la SRC), reconnaît que les postes occupés par M<sup>mes</sup> Bissonnette et Bilodeau appartenaient à l'unité du SCRC antérieurement à la révision des descriptions de travail, laquelle a eu lieu entre 2004 et 2006. La SRC soutient que le titre du poste a été révisé pour tenir compte de la situation qui correspondait réellement au travail effectué par ces deux personnes, lequel, selon elle, constitue un travail de révision. La SRC soutient que le travail de révision relève de l'unité de l'APS, et ce, au même titre que les autres postes de réviseur qui existent actuellement.

[7] L'APS, en tant que partie intéressée, soutient que les postes de réviseur sont inclus dans la portée intentionnelle de son unité de négociation, qui est comprise dans le certificat délivré par le Conseil le 3 mai 1996 (dossier n° 555-3583) et qui se lit comme suit :

tout le personnel de supervision de la Société Radio-Canada, ou tous les employés qui sont membres de professions libérales au sens du *Code*, de même que tous les employés qui exercent des fonctions similaires ou comparables aux précédentes, à l'exclusion des employés visés par d'autres certificats d'accréditation ainsi que des employés qui exercent des fonctions confidentielles en matière de relations de travail.

[8] Après avoir examiné les observations écrites fournies par les parties, le Conseil a décidé de tenir une audience. Elle a eu lieu les 18 et 19 octobre 2010 à Montréal (Québec).

### **III – La preuve**

[9] Les paragraphes qui suivent résument l'essentiel de la preuve entendue aux fins de la détermination de la question en litige. Le SCRC a fait entendre quatre témoins, l'APS, deux témoins et la SRC, un témoin.

## A – Le SCRC

[10] Le premier témoin que le SCRC a fait entendre est M. Robert Fontaine. Il est vice-président du SCRC. Au moment où le grief a été présenté en 2005, il occupait le poste de président. Il a indiqué avoir appris par courriel le changement d'unité de négociation de M<sup>mes</sup> Josée Bilodeau et Claire Bissonnette. Ce courriel, daté du 9 juin 2005, a été transmis par la conseillère en ressources humaines à M. Pierre Cyr, vice-président du SCRC et se lit comme suit :

Bonjour Pierre,

Tel que discuté...

... dans le cadre du processus de rédaction des monographies d'emploi SCRC, M<sup>me</sup> Claire Bissonnette a été rencontrée en vue de faire une cueillette d'information sur le travail qu'elle effectuait à titre de **commentateur-interviewer**. J'ai alors appris qu'elle effectuait une tâche particulière, soit la révision des textes rédigés et publiés sur le site web de Radio-Canada. Il s'agit d'une fonction qu'elle effectue à 100 % de son temps depuis l'été dernier. Par la suite, j'ai également appris que Josée Bilodeau, engagée à titre de **rechercheur aux nouveaux médias**, effectuait le même travail.

Des analyses ont été faites afin de vérifier la juridiction syndicale de ces emplois. Après étude des juridictions et des emplois comparables, il a été déterminé que ceux-ci appartiennent à l'APS...

(c'est nous qui soulignons)

[11] M. Fontaine a déclaré avoir contesté cette décision et présenté un grief. Il a indiqué qu'au moment où le grief a été présenté, il ignorait que d'autres postes de réviseur existaient. Il y en avait cinq au moment où il a rendu son témoignage. Il a témoigné qu'il s'appuyait sur le texte de la convention collective, soit les articles 5.1 et 5.2, pour montrer que les tâches effectuées par M<sup>mes</sup> Bilodeau et Bissonnette relèvent de la compétence de son syndicat, en ce que leurs fonctions consistent à réviser des textes de journalistes destinés à la population. Il a ajouté que tous les textes qui se trouvent sur le site Internet de la SRC relèvent de la compétence du SCRC. Il a précisé que contrairement à un conseiller linguistique, lequel se limite à faire des suggestions au texte, un réviseur de textes peut modifier des mots avant que ceux-ci ne soient publiés, ce qui explique, selon lui, que le travail de ce dernier fait partie de la compétence de son syndicat.

[12] Le témoin Fontaine a également indiqué que ce sont les secrétaires de rédaction (chef de pupitre) qui effectuent le travail de révision de textes destinés à être publiés, et que ces postes relèvent depuis toujours de la compétence du SCRC. Il a témoigné que les secrétaires de rédaction vérifient et corrigent le travail des journalistes à la rédaction avant la diffusion ou la publication des textes. Il a ajouté qu'un secrétaire de rédaction consacre le tiers de son temps à vérifier et à corriger des textes pour les journalistes.

[13] En contre-interrogatoire, M. Fontaine a admis que l'arrivée d'Internet à la SRC avait modifié la façon de faire du journalisme écrit et qu'un débat juridictionnel se pose depuis. Il a également admis ne pas connaître le nombre de textes qu'un secrétaire de rédaction doit réviser pour la télévision, puisque ses connaissances sont liées au domaine de la radio.

[14] Le témoin Fontaine a également précisé que tous les bulletins de nouvelles destinés à la population relèvent de la compétence du SCRC, mais que cette compétence ne s'étend pas au site institutionnel de la SRC ni à l'intranet.

[15] Le deuxième témoin du SCRC est M<sup>me</sup> Joane Bérubé. Elle est au service de la SRC depuis 2000. Elle occupe un poste de journaliste-Internet, services numériques, depuis 2004. M<sup>me</sup> Bérubé travaille à Matane et est responsable de trois régions de l'Est du Québec. Elle a comme responsabilité de mettre à jour les sites Internet de la SRC destinés aux trois régions dont elle s'occupe. Elle est également secrétaire générale du SCRC depuis février 2009. Auparavant, elle a occupé des fonctions de déléguée syndicale.

[16] Elle a décrit son travail de la manière suivante : elle rédige, choisit les liens vidéo et audio et les photos et détermine les contenus qui seront diffusés sur Internet, et ce, à partir des informations diffusées à la radio et à la télévision. Elle a précisé qu'en moyenne, entre 10 et 12 textes par jour sont diffusés sur Internet. Elle doit, pour effectuer son travail, être en constante relation avec des collègues d'autres régions et travailler sous pression. Elle travaille en étroite collaboration avec les secrétaires de rédaction et les réviseurs.

[17] Elle a témoigné que le réviseur fait une lecture de ses textes et apporte les corrections qui s'imposent. Le réviseur peut communiquer avec elle pour connaître le sens qu'elle veut donner au texte, si le texte n'est pas clair ou que le réviseur estime qu'il manque des renseignements pour compléter le texte. Elle a précisé que le réviseur peut même changer le titre du texte. Il arrive que les textes soient publiés sans que le réviseur ne les aient vus, mais ce dernier peut les corriger après leur publication.

[18] M<sup>me</sup> Bérubé a indiqué qu'avant 2004 – 2005, c'était M. Richard Vautour qui était le réviseur des textes destinés aux régions, et ce, avant même qu'il y ait des secrétaires de rédaction. C'est M. Vautour qui était responsable de la qualité du français.

[19] M<sup>me</sup> Bérubé a également indiqué avoir déjà occupé un poste de secrétaire de rédaction en région pour la radio. Elle a dit qu'elle travaillait alors en étroite collaboration avec le réviseur, compte tenu du fait qu'il y avait de huit à neuf journalistes en région et que, en tant que secrétaire de rédaction, elle ne pouvait pas tout faire. Elle a témoigné que le réviseur travaille en étroite collaboration avec les journalistes. Elle a indiqué que 70 p. 100 de son temps était consacré à la lecture des textes des journalistes. Selon son témoignage, c'est le secrétaire de rédaction qui a le dernier mot éditorial et non le journaliste.

[20] En contre-interrogatoire, M<sup>me</sup> Bérubé a indiqué avoir travaillé à titre de secrétaire de rédaction, service numérique, en 2008 seulement, une semaine sur deux. Elle a mentionné qu'un secrétaire de rédaction en région choisit ce qui sera diffusé sur Internet, s'assure de diffuser un contenu régional et valide l'angle éditorial d'une nouvelle.

[21] Elle a indiqué qu'un réviseur corrige les textes sans nécessairement consulter le journaliste à moins de vouloir changer le sens du contenu. Elle a ajouté que, si une question d'ordre linguistique surgit entre le réviseur et le journaliste, c'est le réviseur qui a l'autorité de décider.

[22] Le troisième témoin entendu est M<sup>me</sup> Danielle Jazsar. Elle occupe le poste de réviseur du site Nouvelles à la SRC depuis six ans et deux mois. Elle possède un baccalauréat en traduction et un certificat en journalisme. Elle travaille avec les journalistes, dans la salle des nouvelles. Elle a la



responsabilité du site Internet des nouvelles. Elle a décrit une journée type de la façon suivante : elle doit examiner tous les textes pour déceler les fautes d'orthographe et les erreurs de sémantique, de ponctuation ou d'identification de personnes dans les textes. Elle répond également aux questions des journalistes et leur donne des conseils linguistiques. M<sup>me</sup> Jazzar travaille en étroite collaboration avec le rédacteur, les journalistes et le chef de pupitre.

[23] M<sup>me</sup> Jazzar a décrit ses fonctions à partir de la description de travail du poste de réviseur, laquelle a été déposée en preuve. Elle a indiqué que 80 p. 100 de ses tâches consistent à répondre aux questions des journalistes et à réviser des textes rédigés par les journalistes, les commentateurs-intervieweurs et les édimestres, lesquels textes sont publiés sur le site Web de la SRC. Vingt pour cent de ses tâches consistent à assurer le perfectionnement continu des journalistes, des commentateurs-intervieweurs et des édimestres aux fins d'accroître graduellement leur niveau d'autonomie sur le plan linguistique. Enfin, 5 p. 100 de ses tâches consistent à participer à l'évaluation linguistique des journalistes, des commentateurs-intervieweurs et des édimestres et 5 p. 100 de ses tâches consistent à effectuer des recherches terminologiques.

[24] M<sup>me</sup> Jazzar a témoigné que son poste a été créé pour la télé et la radio, aux fins d'éviter les erreurs en ondes, bien que les textes ne soient pas systématiquement révisés. Elle a dit être un filet de sécurité au sein de l'équipe et précisé qu'elle révisé les textes écrits des journalistes après qu'ils ont été affichés sur Internet.

[25] Le quatrième témoin du SCRC est M. Richard Vautour. Il a mentionné qu'il est réviseur depuis 2002, mais qu'il porte le titre de réviseur seulement depuis 2005 – 2006. Il travaille au sein de la Direction ISN informatique numérique, sous la supervision de M<sup>me</sup> Aïda Zénova, rédactrice en chef - Information Internet et Services numériques (ISN). M. Vautour a précisé qu'en 2002, il n'existait pas de description de travail de son poste. Or, a-t-il précisé, les premiers mois ont servi à établir un plan de travail, à assurer le contrôle de la qualité du français, à évaluer le rendement des journalistes et à établir des normes de mises en ligne.

[26] Il a témoigné qu'il consacre aujourd'hui de 30 à 40 p. 100 de son temps au site Web. Il possède un baccalauréat en littérature française, une maîtrise en traduction et un doctorat en littérature

française. Il assure la révision des nouvelles régionales de tous les sites Web, à l'exception de celui de Montréal. Le témoin a indiqué qu'il est entouré virtuellement dans son travail de journalistes provenant de Winnipeg, Sudbury, Ottawa, Québec et Moncton, du secrétaire de rédaction et de l'infographiste ou intégrateur, lesquels sont tous affectés au site Web.

[27] Il a décrit une journée de travail comme suit : il fait la lecture de la nouvelle, la révise, corrige les fautes de syntaxe, et s'il n'est pas certain du sens ou de la nature éditoriale de la nouvelle, il communique avec le journaliste. Il collabore au quotidien avec le ou la conseillère linguistique, qui, selon le témoin, ne peut accéder directement au texte du journaliste contrairement à lui. M. Vautour a dit traiter de 30 à 40 dossiers par jour.

[28] En contre-interrogatoire, il a indiqué que le titre de son poste en 2002 était « responsable du contrôle de la qualité ». Selon le témoin, beaucoup de nouvelles normes étaient à définir en 2002, compte tenu de la création du site Web. Il a déclaré avoir participé à la rédaction de guides d'utilisateurs pour tous ceux et celles ayant à afficher sur le site Web, tels les techniciens, les journalistes ou les animateurs.

## **B – L'APS**

[29] L'APS a fait entendre deux témoins, soit M<sup>me</sup> Josée Bilodeau et M. Mario Poudrier.

[30] M<sup>me</sup> Bilodeau est au service de la SRC depuis 2002. Elle possède une maîtrise en littérature et est écrivaine. Elle a été engagée à la pige pour faire de la révision de textes à titre de « recherchiste » pour le site Web. Elle a été affectée à différentes émissions d'affaires publiques et à des dossiers spéciaux. En 2007, M<sup>me</sup> Bilodeau a remplacé graduellement M<sup>me</sup> Claire Bissonnette, qui a pris sa retraite en 2008.

[31] Elle a décrit son travail quotidien comme suit : elle interagit avec les journalistes qui lui posent des questions sur l'application de la langue française. Elle examine par ailleurs les sites d'émissions et corrige les coquilles ou erreurs de syntaxe, et communique avec le journaliste au besoin. Elle fait surtout de la révision de textes et consacre peu de temps au perfectionnement des journalistes, sauf



évidemment au quotidien, alors qu'en 2002, beaucoup de temps était investi dans la formation. Elle estime qu'aujourd'hui les gens ont une formation solide.

[32] En contre-interrogatoire, elle a mentionné qu'en 2002, elle n'était pas réviseure, mais responsable du contrôle de la qualité. Elle a indiqué qu'il y avait eu beaucoup de normes à définir en 2002 étant donné la mise sur pied du site Web. Elle a dit avoir participé à la rédaction de plusieurs guides de travail portant sur les normes d'édition et linguistiques, lesquels s'adressent aux journalistes, aux techniciens et à tous ceux et celles qui ont à travailler sur le site Web.

[33] Le deuxième témoin de l'APS est M. Mario Poudrier. M. Poudrier est le président national de l'APS depuis 2002. Il est au service de la SRC depuis 1983. M. Poudrier a donné des exemples de postes de professionnels inclus dans l'unité de négociation de l'APS. Il a expliqué que l'unité est pancanadienne. En contre-interrogatoire, il a déclaré n'avoir pris connaissance que récemment du contenu du grief relatif au poste de réviseur. Il a indiqué que le poste ou le titre de réviseur n'existe pas au réseau anglais, mais que les webmestres au réseau anglais sont toutefois compris dans l'unité de l'APS.

#### **C – La SRC**

[34] La SRC a fait entendre un témoin. Il s'agit de M<sup>me</sup> Aïda Zénova. Elle travaille à la SRC depuis 20 ans. Elle est la rédactrice en chef - Information Internet et Services numériques (ISN) depuis cinq ans. Elle possède une formation en langue et en littérature française. Elle supervise dix employés, et plus lors de projets spéciaux. Ce sont des journalistes et des réviseurs. Leurs tâches consistent à faire les mises à jour de 16 émissions d'informations produites sur le Web, tant pour la radio que la télé. Elle a ajouté que chacune de ces émissions a son site. Ces personnes sont aussi responsables de la qualité de la langue française à la SRC. Elle a indiqué avoir trois réviseurs sous sa responsabilité, soit M<sup>me</sup> Danielle Jazzar aux nouvelles, M. Robert Lacette aux sports/carnets/blog et M. Richard Vautour aux nouvelles régionales.

[35] Selon le témoin, les tâches des réviseurs consistent à :

- rehausser la qualité des textes en corrigeant et en formant les journalistes pour améliorer leur français;
- effectuer une révision de textes purement linguistique : la grammaire, la linguistique, les nuances, les règles grammaticales, la syntaxe, les anglicismes, les barbarismes et les expressions régionales;
- jouer un rôle pédagogique auprès des journalistes;
- évaluer les journalistes sur le plan linguistique.

[36] M<sup>me</sup> Zénova a indiqué qu'un réviseur n'est ni journaliste ni secrétaire de rédaction. Elle a ajouté que les réviseurs sont placés sous sa responsabilité, mais qu'ils travaillent avec les journalistes aux nouvelles. Si une nouvelle n'est pas urgente, le texte sera révisé avant qu'il ne soit publié sur le Web. Si la nouvelle est urgente, le réviseur interviendra une fois le texte publié.

[37] Quant aux secrétaires de rédaction, M<sup>me</sup> Zénova a indiqué qu'ils font également une évaluation des journalistes, mais du point de vue journalistique et non linguistique. Elle a expliqué que ce sont aussi les secrétaires de rédaction qui décident des sujets à mettre sur le Web, déterminent les sujets qui doivent être retirés et décident de l'ordre des nouvelles. Ils sont en sorte des « chef d'orchestre » a-t-elle souligné.

[38] M<sup>me</sup> Zénova a expliqué que durant les fins de semaine, il n'y a pas de réviseurs. Les textes sont alors révisés le lundi matin.

#### **IV – Les arguments**

##### **A – Le SCRC**

[39] La procureure du SCRC décrit le contexte du certificat d'accréditation délivré à ce dernier par le Conseil en 1995. Elle indique que le Conseil avait alors à redéfinir les unités de négociation regroupant les employés du réseau français de la SRC. Dans une décision datée du 15 novembre

1994 (*Société Radio-Canada* (1994), 96 di 1 (CCRT n° 1091), le Conseil a déterminé que quatre unités étaient habiles à négocier, dont celle du SCRC. Elle souligne que le Conseil n'a pas défini l'unité du SCRC en fonction de l'unité de l'APS.

[40] Au soutien de ses arguments, elle fait référence à des décisions du Conseil relatives à des renvois fondés sur l'article 65 du *Code* et portant sur une question de conflit de compétence, comme c'est le cas en l'espèce, et, plus particulièrement, à la décision rendue par le Conseil dans *Ontario Hydro* (1997), 105 di 20 (CCRT n° 1210).

[41] La procureure soutient qu'en vertu des clauses de compétence prévues dans la convention collective liant le SCRC et la SRC, le travail de publication sur Internet relève de l'unité du SCRC. Selon la procureure, la preuve montre que les tâches ou les fonctions des réviseurs consistent en majeure partie à corriger des textes. Elle estime que la correction des erreurs de sémantique, par exemple, est un travail essentiel à la publication d'une nouvelle; les réviseurs sont les gardiens de la langue française. Elle ajoute également que le travail d'un journaliste, d'un secrétaire de rédaction et d'un réviseur forme un tout, puisque tous les trois ont accès au texte. Selon elle, il s'agit d'un travail intégré, comme l'a souligné M<sup>me</sup> Jazzar dans son témoignage. Elle soutient qu'avant l'arrivée du Web, c'étaient les membres du SCRC qui étaient responsables de l'analyse et de la qualité du français, tel que l'a souligné M. Vautour. Elle indique que l'arrivée d'Internet n'a pas changé la façon de faire.

[42] La procureure du SCRC allègue que la formation exigée par la SRC pour le poste de réviseur, comme un baccalauréat en journalisme ou en rédaction-révision, est inadéquate. Elle soutient que, outre la formation en traduction, les autres exigences ne conduisent pas à un poste de réviseur. Selon elle, la preuve a montré que l'essentiel du temps des réviseurs est consacré à la révision de textes et que très peu de temps est consacré à la formation des journalistes ou d'autres personnes utilisant le site Web. Elle souligne qu'il est possible que, en 2002, le travail des réviseurs était perçu comme étant un travail d'évaluateur, mais elle soutient que leur travail a évolué depuis et que l'essentiel de leurs tâches consiste à réviser des textes. Elle ajoute que la preuve a aussi montré que le poste de réviseur n'existe pas au réseau anglais.

[43] La procureure soutient que l'unité de négociation du SCRC inclut les tâches de mise en ondes et que le poste de réviseur en fait partie. Le SCRC indique qu'il n'aurait jamais déposé de grief si le rôle du réviseur se limitait à un rôle conseil et si les réviseurs ne participaient pas au contenu des émissions.

[44] La procureure du SCRC demande au Conseil de déclarer que le poste de réviseur est compris dans l'unité de négociation du SCRC.

## **B – L'APS**

[45] La procureure de l'APS indique que ni la SRC ni le SCRC ne peuvent modifier dans une convention collective une ordonnance d'accréditation rendue par le Conseil. Elle soutient que le poste de réviseur est nouveau et que les personnes occupant les fonctions de ce poste sont les gardiens de la langue française, et qu'il s'agit, selon elle, d'une spécialité. Elle estime que la portée du certificat d'accréditation est assez large pour y inclure le poste de réviseur, en ce qu'il ne constitue un poste de professionnel ni un poste de superviseur, mais un poste dont les fonctions sont similaires ou comparables à ces derniers, et ce, tel qu'il est prévu dans l'ordonnance d'accréditation.

[46] La procureure indique que l'application de la langue et les normes qui s'y rapportent sont définies de concert avec les conseillers linguistiques, qui sont aussi des spécialistes. Elle ajoute que la description de travail du poste de réviseur déposée en preuve montre les exigences professionnelles requises pour occuper ce poste. Elle soutient que le réviseur se consacre à la révision des textes de nouvelles et effectue aussi d'autres tâches, alors que les tâches du secrétaire de rédaction sont principalement des tâches de conception et de rédaction des textes. Elle invite donc le Conseil à examiner scrupuleusement la nature des tâches des personnes occupant le poste de réviseur.

[47] Elle dépose de la jurisprudence de différents tribunaux des relations du travail au soutien de ses observations, pour montrer que le Conseil doit, aux fins de décider lequel des certificats d'accréditation s'applique dans la présente affaire, examiner les tâches ou les activités principales du poste en litige, et ce, peu importe les titres utilisés. Elle demande au Conseil de rejeter la demande

du SCRC et de déclarer que la convention collective de l'APS s'applique.

### **C – La SRC**

[48] D'entrée de jeu, la procureure de la SRC indique que lorsque les certificats d'accréditation du SCRC et de l'APS ont été délivrés par le Conseil, le site Web de la SRC n'existait pas. Elle soutient que le poste de réviseur est récent, alors que celui de conseiller linguistique existait déjà. Elle indique que le souci du français existe depuis toujours à la SRC. Elle soutient que les tâches des réviseurs ont la même finalité que celles des conseillers linguistiques, soit d'assurer la qualité du français sur le plan linguistique, et ne touchent pas au contenu journalistique. Elle ajoute que l'unité du SCRC comprend les journalistes, les chefs de pupitre et les secrétaires de rédaction, tandis que l'unité de l'APS comprend les réviseurs, qui sont des spécialistes, professionnels de la langue. Elle rappelle les tâches des réviseurs décrites dans la description de travail produite en preuve pour montrer que toutes leurs tâches sont liées à la question linguistique seulement et qu'ils ne sont pas des journalistes. Elle ajoute que la tâche des réviseurs liée à l'évaluation linguistique des journalistes est importante, même si elle ne constitue que 5 p. 100 de leurs activités, et que cela suffit pour dire qu'ils sont aussi des superviseurs.

[49] La procureure de la SRC estime que le poste de réviseur est visé par le certificat d'accréditation de l'APS et demande au Conseil de rejeter la demande du SCRC.

### **D – Réplique du SCRC**

[50] En réplique, la procureure du SCRC soutient que la description de l'unité du SCRC est large et générale, en ce qu'elle permet l'inclusion du poste de réviseur, alors que celle de l'APS est limitée. Elle ajoute que le certificat d'accréditation regroupe plusieurs postes liés à la facette de la production d'émissions et, selon elle, le poste de réviseur est inclus dans cette facette. Elle invite le Conseil à examiner la décision qu'il a rendue en 1994, lorsqu'il a révisé les unités de négociation (*Société Radio-Canada*, précitée).

## V – Analyse et décision

[51] L'affaire à l'étude est un renvoi au Conseil par l'arbitre Jacques Doré, en vertu de l'article 65 du *Code*. En l'espèce, le Conseil doit déterminer si le poste de réviseur fait partie de l'unité de négociation du SCRC ou de celle de l'APS. L'article 65 du *Code* est libellé comme suit :

65.(1) Toute question soulevée dans une affaire d'arbitrage et se rapportant à l'existence d'une convention collective ou à l'identité des parties ou des employés qu'elle lie peut être renvoyée au Conseil, pour décision, par l'arbitre, le conseil d'arbitrage, le ministre ou toute prétendue partie.

[52] Pour trancher ce conflit de compétence entre les deux syndicats concernés, le Conseil doit se pencher sur la portée intentionnelle des certificats délivrés, en tenant compte des catégories d'emploi à l'époque où il a délivré lesdits certificats, aux fins de déterminer si la fonction de réviseur dont il est question ici, a ou non, depuis la création du poste, toujours été comprise dans la sphère de compétence du syndicat requérant, soit le SCRC. La SRC considère que le poste de réviseur fait partie de l'unité de négociation de l'APS depuis 2005. Dans le grief renvoyé à l'arbitre Jacques Doré le 6 juin 2005 par le SCRC, ce dernier alléguait que la SRC avait contrevenu aux articles 5.1, 5.2 et 7 de la convention collective, parce qu'elle avait décidé unilatéralement d'exclure de sa compétence les postes occupés par M<sup>mcs</sup> Bissonnette et Bilodeau.

[53] Dans *Bell Canada* (1982), 50 di 105 (CCRT n° 393), le prédécesseur du présent Conseil, le Conseil canadien des relations du travail, a rappelé le rôle et le pouvoir du Conseil dans les cas de conflits de compétence relatifs à l'attribution par l'employeur d'une fonction aux membres de l'un ou l'autre des syndicats. Il a dit ceci :

La solution d'un conflit de juridiction relatif à l'attribution par l'employeur d'une fonction aux membres de l'un ou l'autre des syndicats nécessite donc l'interprétation des certificats d'accréditation que seul le Conseil a le pouvoir de faire en vue de déterminer les fonctions que chacun des syndicats est habilité à représenter. Ce processus met en lumière lequel des syndicats représente la fonction litigieuse et identifie du même coup les titulaires de cette dernière ainsi que la convention collective qui les lie. L'identification des employés liés par une convention collective constitue ainsi la résultante de l'exercice du pouvoir d'interprétation du Conseil des certificats d'accréditation qu'il décerne et qu'il a seul le pouvoir de faire en vertu de l'article 119 du *Code*.

(pages 118-119)



[54] Dans une affaire plus récente, *Énergie atomique du Canada Limitée (Laboratoires de Chalk River)*, 2002 CCRI 196, le Conseil, s'inspirant de décisions antérieures, a cité abondamment une importante décision relative à un conflit de compétence entre deux syndicats, soit la décision dans l'affaire *Ontario Hydro*, précitée, confirmée par la cour d'appel fédérale dans *Power Workers' Union, SCFP, section locale 1000 c. Society of Ontario Hydro Professional and Administrative Employees*, jugement prononcé à l'audience, dossier A-841-97, 17 décembre 1998. Dans cette affaire, le Conseil était justement appelé à régler un conflit de compétence opposant deux syndicats. Le Conseil a précisé les étapes qu'il doit suivre pour statuer sur ce genre de question :

... Le Conseil interprète les clauses sur le champ d'application contenues dans les conventions collectives à la lumière des tâches réelles qui sont contestées et décide laquelle des conventions collectives s'applique. S'il y a chevauchement entre les deux, le Conseil doit décider laquelle a préséance.

...

Une fois que le Conseil a déterminé ce que font réellement les employés, il compare ces tâches à la clause sur le champ d'application de la convention collective. Lorsqu'un syndicat est accrédité et que la clause en question correspond à l'unité décrite dans le certificat délivré par le Conseil, ce dernier évalue la portée intentionnelle du certificat.

(*Ontario Hydro*, précitée; pages 37 et 38)

[55] En ce qui concerne le type de preuve qu'il doit prendre en considération, le Conseil, dans *Ontario Hydro*, précitée, a fait observer ce qui suit :

... les parties ne peuvent pas acquérir des droits de négociation qui ne sont pas du ressort de leur unité du simple fait que des membres de l'unité de négociation accomplissent ou ont accompli le travail par le passé (*Société du Port de Montréal* (1986), 68 di 109 (CCRT no 606); et *British Columbia Telephone Company* (1979), 38 di 14; et [1979] 3 Can LRBR 350 (CCRT n° 206)). **Il est évident en outre que, en modifiant la description d'emploi, les postes et les titulaires peuvent se trouver à passer d'une unité de négociation à une autre** (*Bell Canada*, précitée; et *Société Radio-Canada*, 5 février 1990 (LD 778)). L'enquête du Conseil doit donc essentiellement porter sur l'évaluation des tâches ou fonctions actuelles des employés qui font l'objet du litige pour les comparer à la portée intentionnelle du certificat ou au champ d'application de la convention collective.

(page 39; c'est nous qui soulignons)

[56] Dans l'affaire à l'étude, il est clair qu'à l'époque où les droits de représentation ont été conférés respectivement au SCRC et à l'APS (en 1995 pour le SCRC et en 1996 pour l'APS) dans le cadre de la restructuration des unités de négociation, le poste de réviseur, tel qu'il est décrit dans la

description de travail produite en preuve, était inexistant. La preuve montre que 2002 a été une année charnière, puisque c'est à ce moment que la SRC a décidé de publier ses émissions d'informations sur le site Web. M. Vautour, lors de son témoignage, qui n'a pas été contredit, a déclaré qu'il effectuait les tâches de réviseur, soit celles décrites dans la description produite en preuve, depuis 2002, bien que le titre lui ait été attribué vers 2005 – 2006.

[57] Il en est de même pour ce qui est de M<sup>me</sup> Bilodeau, qui a été engagée à la SRC en 2002 comme « chercheuse » pour le site Web, mais qui, d'après son témoignage, était, tout comme M. Vautour à cette époque, responsable du contrôle de la qualité du français. M. Vautour et M<sup>me</sup> Bilodeau ont tous deux affirmé avoir participé, en 2002, à l'élaboration d'outils pédagogiques (guides de travail, outils d'aide à la rédaction) à l'intention des journalistes, des commentateurs-intervieweurs et des édimestres travaillant sur le site Web, afin qu'ils adoptent une méthode de travail respectant les normes linguistiques de qualité de la SRC.

[58] La description de l'unité de négociation du SCRC est la suivante :

tout le personnel travaillant en ondes, **de même que toutes les personnes affectées principalement aux tâches de conception, préparation, coordination et de finalisation des émissions, à l'exclusion** des réalisateurs et du personnel de supervision et du personnel qui lui est assimilé.

(c'est nous qui soulignons)

[59] Le SCRC invoque les articles suivants de la convention collective à l'appui de sa position selon laquelle le poste de réviseur est compris dans son unité :

#### **JURIDICTION**

5.1 La Société reconnaît le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC-CSN) comme seul agent négociateur pour tout le personnel travaillant en ondes de même que pour toutes les personnes affectées principalement aux tâches de conception, préparation, coordination et de finalisation des émissions, à l'exclusion des réalisateurs et du personnel de supervision et du personnel qui lui est assimilé, sur tout le territoire du Québec et à Moncton, ainsi qu'aux correspondants à l'étranger. Ce personnel est regroupé dans les fonctions décrites à l'article 35.

5.2 La Société confie aux employés de l'unité de négociation le travail de nature identique ou semblable pour la distribution sur Internet.

[60] La liste des fonctions que l'on trouve à l'article 35 de la convention collective n'inclut pas, à l'évidence et pour les raisons mentionnées ci-dessus, le poste de réviseur, alors que le poste de secrétaire de rédaction y figure.

[61] Le SCRC soutient que tout ce qui se retrouve sur le site Internet de la SRC relève de sa compétence. Le SCRC indique que le secrétaire de rédaction est membre de son unité et travaille, comme l'a témoigné le témoin Bérubé, étroitement avec le réviseur.

[62] Qui plus est, le SCRC estime que le travail de réviseur, à savoir la révision et la correction du contenu de textes, fait partie des tâches de mise au point des textes publiés sur Internet et que ce travail relève de son unité.

[63] Pour sa part, la SRC nie que les tâches de réviseur s'insèrent dans la coordination et la mise au point des émissions, tel que le soutient le SCRC. La SRC soutient que le rôle du réviseur se limite à réviser et à exercer un contrôle de la qualité linguistique, soit un rôle de conseil en appui à la production, et ce, au même titre que les autres emplois comparables relevant de l'unité de l'APS. La SRC ajoute que les réviseurs ne participent pas, comme c'est le cas pour les secrétaires de rédaction, au contenu des émissions et ne détiennent aucune autorité éditoriale sur le texte final, car ils s'occupent uniquement de la qualité linguistique des textes.

[64] Le Conseil est d'avis que la preuve orale ainsi que la description de travail démontrent que les tâches du réviseur sont différentes de celles des personnes affectées principalement aux tâches de conception, de préparation, de coordination et de finalisation des émissions de la SRC, lesquelles tâches sont visées par le certificat du SCRC. Les tâches de réviseurs sont résumées de la manière suivante dans la description de travail du réviseur datée du 10 mars 2005 :

Réviser des textes rédigés et publiés sur le site web de Radio-Canada et assurer le perfectionnement continu des journalistes, commentateurs-intervieweurs et édimestres **afin d'atteindre les normes linguistiques de qualité propres à la Société.**

(c'est nous qui soulignons)

[65] La preuve montre de fait que les tâches de réviseur se limitent à la révision de textes d'un point de vue linguistique et non journalistique. M<sup>me</sup> Zénova, qui est au service de la SRC depuis 20 ans et qui a sous sa responsabilité les réviseurs, a clairement fait la distinction dans son témoignage entre les tâches de réviseur et celles de secrétaire de rédaction. Selon elle, un secrétaire de rédaction décide des sujets à mettre sur le Web, détermine les sujets qui doivent être retirés du Web et décide de l'ordre des nouvelles. Elle a précisé que le secrétaire de rédaction intervient auprès des journalistes d'un point de vue journalistique. Elle l'a décrit comme étant « un chef d'orchestre ».

[66] La description de travail d'un secrétaire de rédaction produite en preuve confirme le témoignage de M<sup>me</sup> Zénova. On peut y lire entre autres ceci :

8. Vérifie et corrige le travail des journalistes à la rédaction avant la diffusion ou la publication des textes. Révise ou fait réviser avec le journaliste le reportage qu'il entend diffuser ou publier (vetting). Demande des corrections, si nécessaire.

9. Établit l'angle de traitement des nouvelles. Rédige des textes, des manchettes, des préambules de reportage dans le style spécifique au média. Prépare les interventions en direct avec le journaliste sur le terrain.

10. Définit le conducteur (mise en page) du bulletin de nouvelles. Aux nouveaux médias, s'assure que chaque nouvelle est accompagnée des éléments textuels (titre, manchettes, etc.), audiovisuels et sonores nécessaires. À la télévision, supervise le contenu du bulletin de nouvelles au cours de la mise en ondes. À la radio, supervise la mise en ondes. En régie, donne des directives et échange des informations avec l'équipe. En cours de diffusion, décide de la modification du conducteur si l'actualité le requiert.

[67] De l'avis du Conseil, il ne fait pas de doute que la finalité des fonctions d'un secrétaire de rédaction par rapport à celle d'un réviseur est différente. La première, soit celle du secrétaire de rédaction, est de nature journalistique, tandis que l'autre, c'est-à-dire celle du réviseur, est de nature linguistique. Plus précisément, un réviseur relève et corrige les fautes sur les plans sémantique, syntaxique, grammatical, stylistique et orthographique. Par ailleurs, si au cours de la révision, le réviseur note ce qui lui paraît être une erreur de fait ou de fond, il en avise immédiatement un secrétaire de rédaction qui demeure responsable du contenu éditorial et de la mise au point du contenu. Comme l'a témoigné M<sup>me</sup> Bérubé, le secrétaire de rédaction a le dernier mot éditorial. De plus, il a été montré en preuve que le réviseur effectue aussi des tâches consistant à assurer le perfectionnement continu des journalistes, des commentateurs-intervieweurs et des édimestres aux fins d'accroître leur niveau d'autonomie sur le plan linguistique. Ce sont d'ailleurs les réviseurs qui,

en 2002, ont participé à la rédaction de plusieurs guides de travail ou d'outils linguistiques servant encore aujourd'hui à tous ceux et celles qui ont à travailler sur le site Web de la SRC. Aujourd'hui, les réviseurs investissent moins de temps dans le perfectionnement des journalistes que dans la révision de texte, compte tenu de la formation solide des journalistes. Toutefois, comme l'a témoigné M<sup>me</sup> Bérubé, le perfectionnement des journalistes se fait dorénavant davantage au quotidien. Le réviseur est aussi appelé à participer à l'évaluation linguistique des journalistes.

[68] Les compétences exigées d'un réviseur sont également différentes de celles d'un secrétaire de rédaction. Selon les descriptions de travail produites en preuve, un baccalauréat ou l'équivalent est exigé comme formation pour le poste de secrétaire de rédaction. Pour le poste de réviseur, un baccalauréat en journalisme, en rédaction, en traduction, en enseignement du français ou en études littéraires (ou l'équivalent) est exigé ainsi qu'une maîtrise exceptionnelle du français sur les plans de la sémantique, de la stylistique, de la grammaire, de la syntaxe et du vocabulaire. D'ailleurs, tant M. Vautour que M<sup>me</sup> Bilodeau ont une formation académique exceptionnelle sur le plan linguistique. M. Vautour possède un baccalauréat en littérature française, une maîtrise en traduction et un doctorat en littérature française. M<sup>me</sup> Bilodeau possède une maîtrise en littérature et est écrivaine. Il est manifeste pour le Conseil que le poste de réviseur exige davantage de compétences et de connaissances sur le plan linguistique que celui de secrétaire de rédaction.

[69] Ayant examiné attentivement les tâches de réviseur, le Conseil est d'avis que celles-ci se limitent à un rôle de révision et de surveillance sur le plan linguistique et ne s'insèrent pas dans la coordination et la finalisation des émissions, contrairement à celles du secrétaire de rédaction. Selon le Conseil, les tâches de réviseur se rapprochent plus des fonctions de conseillers linguistiques, dont l'appartenance à l'APS n'est pas contestée.

[70] La description de l'unité de négociation de l'APS est la suivante :

tout le personnel de supervision de la Société Radio-Canada, ou tous les employés qui sont membres de professions libérales au sens du *Code*, **de même que tous les employés qui exercent des fonctions similaires ou comparables aux précédentes, à l'exclusion** des employés visés par d'autres certificats d'accréditation ainsi que des employés qui exercent des fonctions confidentielles en matière de relations de travail.

(c'est nous qui soulignons)



[71] Les tâches de conseiller linguistique sont résumées de la manière suivante dans la description de travail :

Conseille les gestionnaires et le personnel affectés à la production du contenu des émissions d'Information de la radio et de la télévision française ou des documents internet des Nouveaux Médias, quant à la qualité du français. Élabore des stratégies et des moyens visant à l'amélioration du français à l'antenne ou en ligne. Participe à l'évaluation et à la formation linguistique ou au perfectionnement de la langue du personnel concerné afin d'assurer le respect de la politique linguistique.

Supervise, organise et surveille la conception et la maintenance du site linguistique de Radio-Canada.

Toutes ces tâches ont des conséquences directes sur l'image de marque et la qualité de la langue du secteur de l'Information de Radio-Canada.

[72] La preuve montre de fait que le réviseur collabore au quotidien avec le conseiller linguistique dans l'exercice de ses fonctions, comme l'a témoigné M. Vautour. En effet, puisque que le conseiller linguistique ne peut accéder au texte du journaliste, le réviseur collabore avec le conseiller linguistique pour uniformiser la terminologie sur une base régulière. Bien que ces deux postes soient distincts dans leurs fonctions, ils ont la même finalité, soit d'atteindre des normes linguistiques de qualité propres à la SRC.

[73] Le Conseil estime que la portée intentionnelle du certificat d'accréditation de l'APS est suffisamment large pour inclure le poste de réviseur, compte tenu du savoir spécialisé exigé sur le plan des compétences et des connaissances linguistiques pour le poste de réviseur, et compte tenu également des tâches liées au perfectionnement continu des journalistes, y compris la participation à leur évaluation linguistique. Le réviseur est un employé qui exerce, dans le cadre de son emploi, des fonctions similaires ou comparables à celles d'un membre de profession libérale, dans la mesure où il utilise un savoir spécialisé normalement acquis après des études menant à un diplôme universitaire.

[74] Pour tous les motifs énoncés ci-dessus, le Conseil conclut que le poste de réviseur est visé par la portée intentionnelle du certificat d'accréditation de l'APS.



[75] Par conséquent, le poste de réviseur continuera d'être représenté par l'APS.

[76] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Louise Fecteau  
Vice-présidente

Daniel Charbonneau  
Membre

Patrick J. Heinke  
Membre